Document généré le 12 juil. 2025 19:17

Relations

RELATIONS

Nicaragua : des évêques solidaires du peuple

Ovide Bastien

Numéro 802, mai–juin 2019

URI : https://id.erudit.org/iderudit/90558ac

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)
1929-3097 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Bastien, O. (2019). Nicaragua : des évêques solidaires du peuple. *Relations*, (802), 31–33.

Tous droits réservés © Relations, 2019

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

NICARAGUA : DES ÉVÊQUES SOLIDAIRES DU PEUPLE

Qualifier les récentes révoltes populaires et leur soutien par des évêques de tentatives de coup d'État de la droite, comme le fait le régime Ortega, ne tient pas la route.

Ovide Bastien

L'auteur, co-fondateur des Études Nord-Sud du Collège Dawson, programme qui comporte un stage annuel au Nicaragua, a publié à compte d'auteur *Racines de la crise. Nicaragua 2018*

La répression brutale du soulèvement populaire d'avril 2018 au Nicaragua par la police et les paramilitaires pro-Ortega a rapidement été condamnée sur le plan international. Elle a fait 325 morts, 2000 blessés, 600 prisonniers politiques et 70000 réfugiés[1]. Cependant, une partie de la gauche soutient le récit du président Ortega, qui ne voit dans cet évènement qu'une tentative de déstabilisation, voire de coup d'État fomenté par la droite en Amérique latine – à l'image de ce qui s'est passé au Honduras, au Brésil, au Venezuela...

C'est le cas de l'ex-rédacteur en chef du *Monde diplomatique* Maurice Lemoine[2], qui défend farouchement le régime de Daniel Ortega et s'oppose à l'interprétation de « l'immense majorité de la noble caste médiatique » qui ne rapporterait, à ses yeux, que ce qui reflète ses « dogmes » et ses « choix ». Comme Ortega, il accuse notamment les évêques nicaraguayens d'appuyer cette tentative de coup de force.

Or, si Lemoine avait pris la peine de s'informer davantage sur la situation concrète au Nicaragua, au lieu de tout voir à travers le prisme de la montée de la droite en Amérique latine appuyée et instrumentalisée par les États-Unis, il se serait rendu compte non seulement que la révolte populaire ne peut être assimilée à une tentative de déstabilisation orchestrée par la droite et les États-Unis, mais aussi que les leaders de l'Église catholique au Nicaragua ont soutenu courageusement les revendications populaires. Quelques faits permettront d'avoir une idée claire du régime Ortega.

La situation au Nicaragua

Il y a d'abord la douloureuse défaite électorale du Front sandiniste de libération nationale (FSLN), en 1990, qui a mis un terme à 11 ans de pouvoir ininterrompu et à son projet révolutionnaire amorcé avec le renversement de la dictature de Somoza en 1979. Ce fut l'occasion d'une profonde réflexion au sein du parti sur son orientation future. La plupart de ses leaders historiques sont d'avis que le FSLN, qui a toujours fonctionné de manière autoritaire – ce qui pouvait se justifier dans le contexte d'une révolution armée et de la guerre des Contras –, doit se démocratiser. Daniel Ortega, président du parti, s'y objectant, la plupart des leaders historiques du FSLN, dont Sergio Ramírez et Ernesto Cardenal, quittent alors le parti et fondent le Mouvement rénovateur sandiniste, parti présentement dirigé par Dora María Téllez. Sous Ortega, le FSLN non seulement se vide peu à peu de son caractère progressiste et révolutionnaire, mais il se transforme en simple outil d'une dynastie familiale, comme l'avait été la dictature de Somoza. Le couple que forme Ortega avec Rosario Murillo, son épouse et la vice-présidente du pays, contrôle présentement la Cour suprême, le Conseil électoral suprême, l'armée et la police. Mobilisant parfois des paramilitaires, il réprime ceux qui s'opposent au gouvernement. Plus d'une centaine de manifestations paysannes contre le projet d'un canal interocéanique, qui devait être financé par des sociétés chinoises, ont par exemple été systématiquement réprimées.

Sous Ortega, le FSLN non seulement se vide peu à peu de son caractère progressiste et révolutionnaire, mais il se transforme en simple outil d'une dynastie familiale.

Par ailleurs, humilié par l'accusation publique faite par sa belle-fille Zoilamérica en 1998 – dont il aurait abusé sexuellement dès l'âge de 11 ans durant la révolution –, Ortega a concocté un pacte avec l'ex-président de droite, Arnoldo Alemán, accusé d'avoir empoché une partie substantielle de l'aide internationale après les ravages causés par l'ouragan Mitch. Ce pacte, signé en 1999, leur assure un siège à l'Assemblée nationale pour les deux prochains mandats et leur confère l'immunité parlementaire ; Alemán échappe ainsi à 20 ans de prison et Ortega aux poursuites judiciaires de Zoilamérica. De plus, en faisant passer le seuil nécessaire pour remporter les élections au premier tour de 45 % à 35 % des suffrages, le pacte facilite l'élection du FSLN en 2006, élu avec 37 % des voix.

Notons que quelques semaines avant les élections, Ortega avait conclu un second pacte, purement électoraliste cette fois, avec l'Église catholique nicaraguayenne. Observant que la campagne de l'Église contre l'avortement attirait 200000 manifestants à Managua – alors que la manifestation en faveur n'en avait attiré que quelques centaines –, il appuie un projet de loi interdisant tout avortement, même thérapeutique, alors que celui-ci était permis depuis 130 ans, prévoyant une peine de

6 à 30 ans de prison pour toute femme qui interrompt sa grossesse et tout médecin qui y collabore.

Enfin, le régime Ortega a reçu, pendant plusieurs années, environ 500 millions de dollars US par année du Venezuela. Cependant, cette aide massive, versée sous forme de pétrole vendu à bas prix, n'a pas été administrée par le gouvernement. Privatisée et exclue de la comptabilité nationale, elle allait directement au FSLN. S'il est vrai que 40 % de cette aide a permis de financer des programmes sociaux louables – ce qui a fortifié le soutien politique au FSLN, surtout en milieu rural –, l'autre 60 %, par contre, a directement enrichi le couple Ortega, qui est devenu en quelques années, avec ses nombreux enfants et leurs conjoints, propriétaire de grandes entreprises, incluant la plupart des médias du Nicaragua.

L'Église dans la mire du gouvernement

Pour démontrer le caractère putschiste des évêques, Maurice Lemoine se réfère dans son article à l'enregistrement audio[3] d'une conversation privée qu'a eue l'évêque auxiliaire de l'archidiocèse de Managua, Mgr Silvio Báez, avec des dirigeants paysans. L'enregistrement a été rendu public le 23 octobre 2018 par la communauté chrétienne Saint-Paul apôtre de Managua, connue pour être proche du régime. Mais Lemoine ne dit rien du fait qu'il a été manipulé, comme l'affirme Mgr Báez, et qu'à la suite de sa publication, celui-ci a reçu de nombreuses menaces, même de mort, et que des paramilitaires se promenaient en moto autour de sa maison la nuit. Il ne mentionne pas non plus, évidemment, que Daniel Ortega est connu pour utiliser systématiquement, et ce, depuis longtemps, des campagnes de salissage ressemblant à celle-ci pour écraser ses opposants et toute personne qui dénonce ses travers. Lorsque, par exemple, Sofia Montenegro, une féministe de renom au Nicaragua, dénonce l'impunité d'Ortega dans l'affaire Zoilamérica, il l'accuse d'être une agente de la CIA. Lorsque Carlos Chamorro dénonce, dans son émission de télévision « *Esta Semana* », une affaire de corruption impliquant Ortega, il l'accuse, sur la télévision d'État, de trafic de drogue.

Ainsi, dès le lendemain de la publication de l'extrait audio « compromettant », le Canal 4, propriété de la famille Ortega, a fait un reportage de 17 minutes ayant pour titre « Silvio Báez et ses conspirations putschistes et criminelles contre le peuple du Nicaragua ». Il débute ainsi : « Silvio Báez a confirmé sa participation active aux activités terroristes et au coup d'État contre le peuple du Nicaragua. »

Accusé d'être un meurtrier responsable de centaines de morts et de milliers de blessés, à la suite de la répression d'avril 2018, il n'est pas étonnant qu'Ortega, fidèle à sa vieille habitude, trouve un bouc émissaire et attaque l'Église. Celle-ci a en effet le malheur de s'être montrée solidaire des revendications des centaines de milliers de manifestants et se voit ainsi accusée de porter la responsabilité de cette « tentative sanglante de coup d'État ». Ortega vise en particulier celui qu'il reconnaît comme un leader dans cette solidarité, Mgr Báez.

La solidarité de Mgr Báez avec le peuple nicaraguayen n'est pas récente. Il avait déjà joué un rôle de leadership dans la dénonciation de la répression des retraités qui avaient organisé d'importantes manifestations, en 2013, pour réclamer une retraite minimalement décente. Ils ont subi une répression brutale de la part de la Jeunesse sandiniste 19 juillet, et ce, en présence d'une police complice : « À l'aube du 22 juin 2013, à 4 heures du matin, le camp des manifestants est attaqué par environ 300 jeunes hommes liés à la Jeunesse sandiniste 19 juillet, cagoulés et portant des armes à feu. En présence d'au moins 30 membres de la police nationale qui surveillent le bâtiment de l'INSS [Institut nicaraguayen de sécurité sociale], ces jeunes hommes, arrivés sur les lieux dans quatre camions du maire de Managua, répandent de l'essence sur le camp, menacent de mort et de viol, dévêtent et agressent, avec des bâtons, des marteaux, des machettes et des armes à feu, plus de 50 jeunes et 35 personnes âgées[4]. » Aussitôt, l'évêque auxiliaire de Managua avait qualifié la répression gouvernementale de « terrorisme d'État ».

Mgr Báez a assumé un leadership encore plus marquant en avril 2018, « d'abord, pour encourager ses compatriotes à parler librement », comme l'écrit le journaliste José Manuel Vidal dans le webzine *Religión digital*. « Ensuite, pour leur demander de ne pas entrer dans la dynamique perverse de la violence et de la mort propre au régime Ortega, même après l'effusion de sang de jeunes étudiants innocents, dont le seul crime était d'exiger démocratie et liberté[5]. » Mais il est loin d'être le seul

Le cardinal Leopoldo Brenes et Mgr Silvio Báez mobilisés pour faire libérer des personnes assiégées par des forces progouvernementales à l'intérieur de la basilique San Sebastian à Diriamba, le 9 juillet 2018.
Photo : PC/Jorge Torres

évêque à s'être solidarisé avec le peuple. Lors du Dialogue national entre les manifestants et le gouvernement qui a débuté le mois suivant, en mai 2018, l'évêque d'Estelí, Mgr Abelardo Mata, est intervenu au nom de la Conférence des évêques du Nicaragua avec beaucoup d'émotion : « Monsieur le Président, [...] et c'est avec douleur que je le dis, une révolution sans armes a commencé. Ici, il n'y a pas une armée contre une autre armée. C'est une population qui exprime toutes ses doléances à votre égard et que nous, évêques, avons recueillies depuis de nombreuses années et que nous avons eu l'occasion de vous présenter le 21 mai 2014. Si vous voulez démanteler la révolution, ce n'est pas par la force de balles en caoutchouc et en plomb, ni par les forces paramilitaires, que vous devez le faire. C'est en écoutant la population et les jeunes. Il s'agit d'une demande, d'une exigence[6]. »

Que disait ce document des évêques daté du 21 mai 2014 et intitulé *En busqueda de nuevos horizontes para una Nicaragua mejor*, auquel fait référence Mgr Mata ? Les évêques y critiquent le fait que la police nationale demeure souvent les bras croisés pendant que des paramilitaires pro-Ortega attaquent violemment des manifestants pacifiques. Ils y déplorent aussi le « traitement inhumain cruel et dégradant » auquel les prisonniers –des citoyens nationaux et étrangers– sont soumis, notamment dans les prisons d'El Chipote, demandant leur fermeture. Ils y reprochent au gouvernement sa politique d'emploi, qui favorise uniquement ses sympathisants et qui force parfois les employés de l'État, qu'ils soient sandinistes ou pas, à verser une partie de leur salaire au FSLN et à participer aux activités partisanes du FSLN, au risque de perdre leur emploi s'ils ne le font pas. Les évêques y font aussi état des nombreuses plaintes qu'ils reçoivent régulièrement des populations autochtones vivant près des réserves naturelles comme Indio Maíz, qui sont livrées à l'exploitation d'entreprises ou de particuliers proches du gouvernement, et cela de façon prédatrice et au mépris total des lois environnementales, avec « la protection des autorités municipales et nationales corrompues ». Sont aussi dénoncés la concentration croissante du pouvoir, la soumission de tous les pouvoirs de l'État à la volonté de l'exécutif, la confusion entre le parti et l'État, la fraude électorale et le trafic d'influence. C'est sans parler de « la monopolisation croissante des médias » entre les mains de la famille Ortega et de l'usage des valeurs et des signes religieux dans les discours gouvernementaux dans lesquels on « identifie le parti au pouvoir au Dieu providence » et présente « un parti politique et son idéologie comme s'il s'agissait du "culte de Dieu" ». Sur ce point, il faut souligner le rôle de la vice-présidente Rosario Murillo. Dans ses discours quotidiens à la nation diffusés à la télévision, elle fait preuve d'un fanatisme religieux où l'amour chrétien pour le prochain fait bon ménage avec le dénigrement systématique des manifestants, dépeints comme des putschistes, des terroristes et des forces du mal.

C'est donc la solidarité des évêques avec le peuple qui explique la hargne d'Ortega à leur égard et qui leur confère une très grande crédibilité dans la population, contrairement au gouvernement dont la crédibilité, comme l'économie, chute de jour en jour.

1. Roselyne Gagnon, « Nicaragua : une révolte annoncée », *Relations*, nº 798, octobre 2018.
2. M. Lemoine, « Quand on veut noyer l'ALBA, on l'accuse d'avoir la rage », *Mémoire des luttes*, 18 janvier 2019 [en ligne].
3. Voir « *Audio conspirativo del obispo Silvio Báez, presentado esta mañana por la Comunidad Cristiana* » sur YouTube.
4. Luciana Chamorro, Emilia Yang, « *#OcupaInss, un precedente de Terrorismo de Estado* », *Confidencial*, 22 juin 2018 [en ligne].
5. J. M. Vidal, « *Silvio Báez, el obispo que hizo frente al "comandante" Ortega* », *Religión Digital*, 5 mai 2018.
6. « *Así habló en el diálogo Juan Abelardo Mata, obispo de Estelí* », en ligne sur YouTube.